

## BIENVENUE À EIP-INFO



Monique Prindezis

Avec EIP-Info, l'EIP s'adapte aux nouvelles formes de communication pour mieux poursuivre sa mission : faire en sorte que l'enseignement des droits de l'homme et de la paix soit dispensé dans toutes les écoles du monde. Et, elle sait qu'elle peut compter sur son réseau d'enseignants et de formateurs présents dans 40 pays. C'est à eux et à ses membres que cette nouvelle publication est principalement destinée.

L'EIP innove avec la réalisation du DVD *Droits et Libertés tout courts*. Lancé au Festival de Locarno en août dernier (voir site internet portail-eip.org) et à Genève en octobre, il a rencontré un grand succès. Il rassemble six courts-métrages réalisés par des cinéastes suisses et consacrés à la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. L'EIP a accompagné chacun d'entre eux d'un dossier pédagogique. Le DVD a été diffusé dans toutes les écoles suisses. Il a également été présenté au Mexique (aux étudiants de l'Université et aux enseignants d'écoles secondaires) et à la Fondation suisse à Paris. Il sera bientôt accessible sur le site de l'EIP.

L'EIP continue son combat. Quarante ans après sa création, le 16 septembre 1967, voici quelques réalités qui perdurent : près d'un milliard

d'adultes illettrés, 130 millions d'enfants sans école, 100 millions qui l'abandonnent à l'issue des premières années de fréquentation ... Il ne suffirait pourtant que de 6 milliards de dollars, soit 1 % des dépenses militaires mondiales pour assurer la réalisation pleine et entière du droit à l'éducation aux quatre coins de la planète. Pour autant, faut-il désespérer ?

Non ! L'EIP doit persévérer. Grâce à votre soutien moral et financier, elle poursuivra sa mission d'éducation à la paix et aux droits qui figurent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dont nous commémorerons, en 2008, les 60 ans.

► Monique PRINDEZIS

## VASTE MONDE

Active dans 40 pays, on retrouve l'EIP en Afrique, dans les Amériques, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Elle y est présente par le truchement de ses sections nationales dont les membres sont des enseignants surtout, mais aussi des administrateurs scolaires, journalistes, avocats, fonctionnaires, étudiants ou simples citoyens. Près d'une vingtaine de ces



sections présentent une sélection de leurs activités depuis leurs sites Internet respectifs que l'on peut consulter à la rubrique « l'EIP dans le monde » à l'adresse

<http://www.portail-eip.org/eipmonde/eipmonde.html>

## L'EIP A 40 ANS

Depuis Dublin, le 17 septembre 1961, Jacques Mühlethaler notait dans son carnet : « Plus de deux ans et demi passés à rouler ma bosse dans le monde, presque essentiellement occupé à servir une idée capable de rendre possible la coexistence pacifique entre les peuples, d'ouvrir la porte



à la coopération, de mettre l'homme face à ses nouvelles dimensions..., notre planète. Dois-je continuer ? ». La réponse, il la donna six ans plus tard en créant l'Association mondiale pour l'école instrument de paix.

« Plus de crayons, moins de fusils » était le leitmotiv de Jacques Mühlethaler dont l'ardeur à combattre la guerre n'avait d'égale que son enthousiasme pour la paix. Son profond attachement en l'humanité était sa force. Il est aussi la nôtre. Cette force contient les germes d'un réveil des sociétés civiles et d'un élan de solidarité contre l'injustice et la guerre. Les crayons, servons-nous en pour écrire notre vie sous le signe du respect de l'Autre et de notre solidarité à l'égard des victimes de toutes les guerres.

## DROITS DES FEMMES EN AFRIQUE

33 des 53 États africains n'ont toujours pas ratifié le *Protocole à la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique*.



Dans une lettre adressée à ce sujet aux ONGs africaines, Angela Melo, la Rapporteuse spéciale sur les droits de la femme en Afrique auprès de l'Union africaine, en appelle à l'intensification des campagnes pour la réalisation des droits des femmes en Afrique

L'EIP-Maradi, au Niger, a souligné la *Journée internationale des femmes* du 8 mars dernier dans l'enceinte d'une école primaire en compagnie des enseignants, des élèves et de leurs parents. Idrwane Moussa, de l'EIP, a présidé cette rencontre lors de laquelle on ne manqua pas de souligner qu'au Niger, les femmes sont victimes de viols, de mariages forcés et précoces, de violences conjugales et familiales, d'agressions et de harcèlements sexuels et de trafic des filles.

## À BAS LES ARMES

D'après l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 118 milliards de dollars en 2005. Un triste record. À l'échelle planétaire, ces dépenses équivalent à 173 dollars par habitant.

À eux seuls, les États-Unis d'Amérique drainent 48 p. cent de ces dépenses militaires mondiales, comparative-ment à 4 à 5 p. cent chacun pour la Grande-Bretagne, la France, le Japon et la Chine.

L'Institut explique que le niveau élevé et croissant du coût des matières premières et des énergies fossiles est une des raisons de l'augmentation des dépenses militaires. Cela a permis à des pays comme l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Azerbaïdjan et la Russie de libérer des fonds pour des dépenses militaires grâce aux ventes de pétrole et de gaz.

D'autre part, nous dit l'étude, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne étaient pour la période 2001-2005 les trois premiers exportateurs des principales armes conventionnelles avec des taux respectifs de 31, 30 et 27 p. cent. Pour ce qui est des armes nucléaires,

personne ne sera rassuré d'apprendre que les huit États possesseurs avérés détiennent près de 12 100 têtes nucléaires déployées : États-Unis (5 521), Russie (5 682), Royaume-Uni (185), France (348), Chine (environ 130), Inde (environ 50), Pakistan (environ 60), Israël (entre 100 et 200).

Dans son *Rapport sur le développement humain 2005*, le Programme des Nations Unies pour le développement



fait remarquer que les dépenses militaires dépassent très largement l'aide publique au développement dans les pays riches. Ainsi, selon les chiffres de 2003, aux États-Unis, par exemple, le rapport est de 25 à 1. Il est de 26,5 à 1,4 en Grèce. Le Royaume Uni affiche un rapport de 13,3 à 1,6 et la France de 10,7 à 1,7. Selon le PNUD, il en coûterait un peu moins de 7 milliards de

dollars par an sur les dix prochaines années pour assurer aux pays pauvres l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Cet investissement – précise le PNUD – est toutefois inférieur aux 7 milliards de dollars annuels que les Européens dépensent en parfums ou les 8 milliards de dollars que les États-Unis dépensent en chirurgie esthétique.

## TOGO ET CONGO: MÊME COMBAT CONTRE LA VIOLENCE SCOLAIRE

L'EIP-Togo, présidée par Yao Zewuze Abotsi, poursuit sa croisade contre les châtiments corporels que subissent les enfants à l'école. Les parents eux-mêmes sont les premiers à venir recommander le fouet pour discipliner leur progéniture, fait-on observer. Or, les punitions corporelles sont humiliantes et n'ont absolument aucune vertu pédagogique, sinon de susciter la révolte ou l'humiliation. Résolument opposée à cette atteinte aux droits de l'enfant, l'EIP-Togo plaide sans compromission pour une école «humanisée». Puisse-t-on l'entendre.

Même son de cloche à l'EIP-Congo, placée sous la présidence d'André Mpubukulu Benankazi. C'est dans le cadre de ses activités de formation que l'organisation congolaise invite les acteurs de l'éducation à «humaniser la discipline à l'école en s'appropriant des principes régulateurs d'une règle et d'une sanction éducative», en conformité, pourrait-on ajouter, avec la Convention relative aux droits de l'enfant.

Selon des données datant de juillet 2007, 18 États dans le monde possèdent des législations interdisant toutes formes de châtiments corporels aux enfants au sein de la famille, à l'école ou dans les centres de détention. La Suède fut le premier État à agir en ce sens, en 1979. Vinrent ensuite : la Finlande (1983), la Norvège (1987), l'Autriche (1989), Chypre (1994), le Danemark (1997), la Lettonie, 1998, la Croatie (1999), l'Allemagne, la Bulgarie et Israël (2000), l'Islande (2003), la Roumanie et l'Ukraine (2004), la Hongrie (2005), la Grèce (2006), les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande (2007).



Le site de l'Initiative mondiale contre les punitions corporelles : <http://www.endcorporalpunishment.org/>

## NAGPUR EN ACTION

Nalini Kurvey a été élue, en avril dernier, présidente de la Société d'obstétrique et de gynécologie de la ville de Nagpur. La nouvelle présidente



Nalini Kurvey

entend profiter de cette tribune pour insister sur l'importance de promouvoir le droit des femmes à la santé.

L'EIP-Inde tenait, en janvier dernier, sa quatrième session de formation sur l'éducation aux droits de l'homme et à la paix. L'EIP-internationale apporta son soutien à la tenue de cet événement auquel participèrent quelque 80 personnes, principalement des enseignants ainsi que quelques représentants d'ONGs.

Par ailleurs, les autorités gouvernementales indiennes, par l'entremise du National Council of Educational Research and Training (NCERT), entendent inclure l'éducation à la paix dans le curriculum scolaire. Le NCERT a fait savoir que les travaux de l'EIP dans ce domaine contribueront à la mise en œuvre de ce chantier. C'est Balkrishna Kurvey, de l'EIP-Inde, qui est chargé de ce dossier.

## À LA PAZ, LE LUDIQUE ET LE CRÉATIF SE CROISENT

La session de formation tenue par le CIFEDHOP en Bolivie l'année dernière a permis de mettre en perspective le rôle que peut exercer l'innovation pédagogique dans la défense et la promotion des droits de la personne.

Selon Raimondo Dinello, correspondant de l'EIP-Uruguay et promoteur infatigable de la « ludico-créativité », le besoin d'innovations pour mieux favoriser les apprentissages de tous les enfants s'imposent impérativement.

C'est dans cet esprit que les participants furent invités à s'intégrer aux activités initiées par l'Espace culturel créatif de La Paz pour des enfants et des adolescents. La démarche consista à monter une ludothèque sur la Place San Francisco de la capitale bolivienne, là où circulent passants, badauds, chômeurs, marchands ambulants, cireurs de chaussures et touristes. Cette ludothèque populaire présentait divers centres d'intérêt : un coin musique où l'on pouvait jouer d'instruments confectionnés essentiellement avec du matériel recyclable, un espace de jeux traditionnels, un autre pour des jeux de rôles et de l'improvisation théâtrale, offrant des produits maquillants naturels et non toxiques, etc. Et le dialogue intergénérationnel était au rendez-vous.



## AU MALI, LES DROITS S'INTRODUISENT EN CLASSE

Dans les Centres d'Animation Pédagogique de Mopti et de Sévaré, 11 enseignants ont introduit les notions de droits de l'homme et de la paix dans leurs classes auprès de 950 élèves. Quant aux écoles secondaire générale, normale, technique et professionnelle, sept enseignants en ont fait autant pour toucher 485 élèves. C'est dire à quel point les sessions de formation organisées par le Groupe de Réflexion et d'Action pour la Culture, l'Éducation et le Sport (GRACES) et l'ONG ÉVEIL à l'attention des enseignants ont porté fruit. Signalons la contribution financière du PNUD à cette entreprise de même que l'expertise de contenu apportée par le Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix.

Par ailleurs, les responsables de la promotion et de la protection des droits de l'homme à Mopti ont créé leur propre bulletin de liaison « Venise École Instrument de Paix. » La Commission de rédaction est composée de Oumar Traore, professeur principal de Lettres AE Mopti et correspondant de l'EIP-Mali, Boubacar Ba, juriste, coordinateur de l'ONG Éveil, Sékou O. Dicko, Dae Mopti, et Adama Keita de ETJS, Oumou, professeur d'Anglais à Fatoma.

## SÉMINAIRES D'EXPERTS SUR L'ÉDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME

Le Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'Homme et de la paix (CIFEDHOP) a entamé, en décembre 2006, à Genève, une série de séminaires d'experts sur l'éducation aux droits de l'homme (EDH). Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de la création récente du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Celui-ci a fait de l'éducation aux droits de l'homme l'une de ses priorités. Or, l'on sait qu'à ce jour l'EDH ne figure pas au nombre des orientations des politiques éducatives de la majorité des États. Si certains éléments qui s'y apparentent peuvent çà et là être parfois intégrés dans le corpus d'une éducation à la citoyenneté, elle reste en tant que telle absente des programmes d'études. Lors de ce premier séminaire, les experts convinrent que pour inciter les États à se conformer à leurs engagements, le développement d'un dispositif d'observation (ou de veille) dans le cadre du maintien de la fonction de rapporteur spécial au sein du Conseil et de l'examen périodique universel devrait être envisagé.

Lors du séminaire de décembre 2006, le Président du Conseil des droits de l'homme, l'Ambassadeur mexicain Luis Alfonso de Alba, avait vivement encouragé le CIFEDHOP à poursuivre l'organisation de séminaires internationaux d'experts dans le domaine de l'EDH. C'est dans un esprit de franche coopération avec le Conseil que le CIFEDHOP, sur ses propres bases, développe une expertise en EDH de manière à inciter et aider les décideurs politiques à mettre en œuvre une telle éducation.

## DES AMIS NOUS ONT QUITTÉS

Jamal Si Larbi - Bordji, de son nom de plume - nous a quittés subitement à l'âge de 50 ans. Né dans l'Ouest algérien, il s'était établi au Caire. C'est à lui que l'on doit les dessins de la bédé « Venus d'ailleurs ». C'était un ami de l'EIP au service de qui il n'hésitait pas à mettre son talent de dessinateur. Il s'intéressait aux enfants devant lesquels il mettait en avant ce qui unit les êtres humains et en leur montrant, comme il le disait lui-même, « que l'altérité est une richesse et non la source de tous les dangers ».



Jamal Si Larbi - Bordji



Nabil Abdel-Fattah, un ami de Bordji, disait de lui qu'il avait réussi à s'élever au-dessus de ce monde étriqué et à faire échec aux petites compromissions de la vie.

Merci Bordji, de ta fidélité et de ton engagement.

Lucie-Mami Noor Nkaké a succombé à ses blessures, en décembre dernier, à Yaoundé, à la suite d'un accident de voiture. Depuis plusieurs années déjà, elle avait quitté l'Europe pour rentrer chez elle, au Cameroun, dans son Afrique natale dont elle dit un jour : « écoutons cette Parole d'Afrique que l'on murmure lorsque l'irritation et la fatigue, conjuguées à l'impatience, pourraient rendre moins ouvert : « Suru léré » - littéralement : laisser le temps au temps ».

Lucie fut une fidèle amie de l'EIP. Elle collabora pendant quelques années à la réalisation du bulletin École et paix et contribua à la création de la collection Perspectives régionales. Nous lui devons aussi, entre autres, un ouvrage publié par le Bureau international d'éducation : « L'éducation à la compréhension internationale, une idée qui fait son chemin ».



Lucie-Mami Noor Nkaké

## ON A TOURNÉ POUR LES DROITS

L'EIP et l'association suisse Base-Court se sont jointes pour produire six courts métrages sur des droits proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Présenté en août dernier lors du 60e festival du film de Locarno, en Suisse, « 6 courts pour les droits de l'homme » est disponible en DVD. Il est destiné aux enseignants, aux élèves dès 14 ans, aux médias et aux ONGs.



Donner à l'éducation à la paix la place qui lui revient en adhérant à l'EIP

L'EIP est confrontée à des difficultés financières qui l'obligent à refuser de nouveaux projets éducatifs en faveur de la paix et des droits de l'homme. Un grand merci à tous nos membres pour leur fidèle soutien qui permet à l'EIP de continuer à grandir et à rayonner dans le monde.



### Bon de commande

Nom: .....

Prénom: .....

Rue: .....

NPA • Localité: .....

Prix du DVD: Frs. 35.-

+ port Frs. 2.40

Nombre d'exemplaires: .....



Bernie Forster et son équipe

Le court métrage "Selma" a gagné dans sa catégorie "Le prix Suisse du film de commande et du spot publicitaire", Edi.07 décerné par la Swissfilm Association sous l'égide du Département Fédéral de l'Intérieur.



## EIP-INFO

EIP-INFO est le bulletin officiel de L'Association mondiale pour l'Ecole instrument de paix

Directrice: Monique Prindezis  
Rédacteur en chef: Jean Hénare  
Conception: Sabah Salmann  
Réalisation: Gisella Cellina  
© EIP 2007

Siège:  
5, rue du Simplon  
CH-1207, Genève, Suisse  
Téléphone: 4122 735 24 22  
Télécopieur: 4122 735 06 56  
Courriel: eip-ge@vtxnet.ch  
http://www.portail-eip.org

EIP